

[La newsletter de la CES]



Cher(e)s lecteur(trice)s,



Le mois d'octobre a vu plusieurs dossiers européens évoluer de manière importante.

Tout d'abord, le Traité de Lisbonne a de fortes chances d'entrer en vigueur d'ici la fin de l'année. Le CES soutient ce Traité notamment pour sa Charte des droits fondamentaux qui donnera de nouveaux droits sociaux et économiques aux travailleurs européens.

D'autre part, à quelques semaines du Sommet de Copenhague, un compromis sur le financement de la lutte contre le changement climatique a été trouvé lors du Conseil européen des 29-30 octobre derniers. Lors de Comité exécutif des 20 et 21 octobre, la CES a adopté une résolution sur le « changement climatique, les nouvelles politiques industrielles et les sorties de crise » qui constituera le socle de nos revendications au Sommet de Copenhague auquel nous serons présents. La question du changement climatique doit être abordée aussi bien d'un point de vue social qu'environnemental. Nous avons besoin d'un accord contraignant et ambitieux visant à limiter la hausse globale des températures, nous avons également besoin de politiques communautaires renforcées en matière industrielle et de recherche prenant en compte les diversités économiques et industrielles, en particulier des pays entrants. Sans oublier le volet social qui est fondamental, en effet nous devons assurer une transition sociale juste pour accompagner ceux concernés par la transformation de leur emploi.

La situation de l'emploi en Europe reste très préoccupante. Les derniers chiffres d'Eurostat sont parlants: avec un taux de chômage qui atteint 9,7%, l'Union européenne a régressé au niveau d'emploi qu'il avait neuf ans en arrière. Ces données montrent l'urgence de la mise en place d'un second plan de relance basé sur un programme européen d'investissement de 1% du produit intérieur brut, sur la protection de l'emploi et la sauvegarde des systèmes de protection sociale. Tel a été le message que nous avons adressé aux décideurs européens lors du Sommet social tripartite qui a précédé le Conseil européen de ce mois d'octobre.

Enfin, je me félicite de la toute récente nomination de Maria Helena André en tant que ministre du travail et de la protection sociale du Portugal. Au nom de la CES, je remercie Maria Helena pour son travail important au sein de la Confédération, et je lui souhaite un plein succès dans ses nouvelles fonctions.

John Monks
Secrétaire général



Confédération européenne des syndicats (CES)
Boulevard du Roi Albert II, 5 | B-1210 Bruxelles (Belgique)
Téléphone: +32 (0)2 224 04 11 | Fax: +32 (0)2 224 04 54
[E-mail: media@etuc.org](mailto:media@etuc.org) | www.etuc.org

Dans ce numéro

- 2 La CES en action
- 3 Calendrier syndical
- 4 Interview : Joël Decaillon
- 6 Calendrier européen
- 7 L'UE à la loupe

Le chiffre du mois

9,2%

22 millions de travailleurs

Dans l'Union européenne, le taux de chômage a désormais atteint 9,2%, ce qui correspond à plus de 22 millions de chômeurs. Il s'agit du taux le plus élevé par rapport à il y a neuf ans.

(Source: Eurostat)

À noter





[La CES en action]

Maria Helena André nommée ministre du travail portugaise

26/10/2009 – Maria Helena André, secrétaire générale adjointe de la CES a été nommée **ministre du travail et de la protection sociale du Portugal** dans le nouveau gouvernement conduit par José Socrates. [La CES se réjouit de cette nomination](#) et est convaincue que Maria Helena André sera à la hauteur des nouvelles fonctions qui lui ont été assignées.



CAMPAGNES CES

« Protéger le climat, c'est aussi créer des emplois durables et de qualité »

05/10/2009 – Dans la perspective du [Sommet de Copenhague sur le changement climatique](#) (du 7 au 18 décembre prochain) la CES a lancé une campagne pour demander des politiques qui prennent en compte la protection du climat à la fois d'un point de vue environnemental et social. Cette campagne a été lancée officiellement lors d'une conférence organisée par la CES à Londres. A cette occasion, l'étude [« Les dérèglements climatiques, les nouvelles politiques industrielles et les sorties](#)

[de crise](#) » a également été présentée. Selon Joël Decaillon, secrétaire confédéral de la CES en charge du dossier du changement climatique *« Il est essentiel que les décisions qui vont être prises à Copenhague intègrent cette dimension sociale et humaine. Assurer une transition sociale juste impose la mise en place de véritables négociations sociales à tous les niveaux avec des instruments pour cette négociation, des financements nécessaires, des formations nouvelles pour aider à la transformation de*

l'emploi. C'est à cette condition que les inquiétudes et les menaces pourront être transformées en opportunités pour créer des emplois durables et de qualité et enrayer les inégalités sociales ».

[Pages internet consacrées à la campagne](#)

[« Les défis du changement climatique » – Vidéo de la CES](#)



RÉUNIONS MAJEURES – CONFÉRENCES – PROJETS

Comité de direction de la CES

20–21/10/2009 – Le Comité exécutif de la CES s'est réuni à Stockholm. Des sujets d'actualité ont été débattus, notamment le changement climatique en vue du prochain Sommet de Copenhague (7–18 décembre), la réglementation des marchés financiers, la révision de la directive sur le détachement des travailleurs et la stratégie de Lisbonne post-2010.



[Calendrier syndical]

Octobre – Novembre 2009

05/10/2009	Conférence changement climatique à Londres	
07/10/2009	Journée mondiale pour le travail décent	
20/10/2009	Comité de direction de la CES (Stockholm)	
20-21/10/2009	Comité exécutif de la CES (Stockholm)	
20-21/10/2009	Congrès de l'EFFAT (Berlin)	Programme du congrès
04/11/2009	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
05-06/11/2009	Congrès de la Confédération finlandaise des professionnels (STTK) (Helsinki)	
13-14/11/2009	Congrès de la Fédération nationale hongroise des conseils d'entreprises (MOSZ) (Budapest)	
16-17/11/2009	Congrès de EUROCADRES (Bruxelles)	Programme du congrès
19/11/2009	Comité de direction de la CES (Bruxelles)	
20-22/11/2009	Congrès de la Confédération syndicale chrétienne du Luxembourg (LCGB) (Luxembourg)	



[Interview]

Joël Decaillon, secrétaire confédéral de la CES

nous présente les enjeux du prochain sommet de Copenhague sur le changement climatique et les revendications du mouvement syndical européen.

1. Quels sont les enjeux du prochain sommet de Copenhague sur le changement climatique?

Joël Decaillon (JD): Les négociations de Copenhague sont très importantes. En effet, lors de la conférence qui se déroulera du 7 au 18 décembre prochain, il s'agira de prolonger le protocole de Kyoto au-delà de 2012, en donnant une envergure mondiale à la lutte contre le changement climatique. Il y a un élément nouveau dans ces négociations de Copenhague, en effet, les États-Unis et la Chine ont ouvert le débat en vue d'aboutir à des objectifs d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. C'est un élément extrêmement important par rapport au passé. Plus de 190 pays seront présents à Copenhague, avec des intérêts économiques très divergents, des situations économiques et sociales très différentes, et surtout des inégalités très importantes face aux conséquences des dérèglements climatiques. Dans ce cadre si complexe, on devra trouver les éléments d'un nouveau dialogue, entre pays développés, pays émergents et pays en développement. On est face à un défi colossal, mais qui est absolument indispensable à relever si l'humanité ne veut pas se retrouver dans une situation catastrophique d'ici une vingtaine d'années.

2. Quel est l'état de la situation au niveau international? Pourquoi un accord international sur le climat est-il si difficile à trouver?

JD: Prolonger le protocole de Kyoto au-delà de 2012 et trouver un nou-



vel accord demeurent deux objectifs extrêmement difficiles à atteindre. Le fait d'avoir une nouvelle administration aux États-Unis représente un élément positif pour créer de nouvelles conditions, mais les contradictions entre protection environnementale, protection sociale et développement économique ne sont toujours pas levées.

Deux éléments principaux sont à retenir.

Tout d'abord, la crise financière a montré la prédominance du système financier sur l'économie réelle. Face à cette situation qui n'a pas été modifiée, la mise en place d'une transformation économique et industrielle en profondeur, qui implique une vision à moyen et long terme demeure quasiment incompatible avec les exigences de retour à des taux de croissance à deux chiffres.

Nous faisons également face à une deuxième difficulté : il faudra absolument prendre en compte le fait que le changement climatique aggrave les inégalités entre les différentes régions du monde, mais aussi les inégalités au sein d'une même région. C'est ce que la CES a souligné dans [son étude sur le changement climatique et l'emploi publiée en 2007](#).

L'acceptabilité politique, économique et environnementale des résultats des négociations de Copenhague passera par la conjugaison de la réduction des gaz à effet de serre, de mesures de protection de l'environnement, mais aussi de mesures de traitement social, de la pauvreté et des inégalités sociales.

3. Quelles sont les revendications de la CES?

JD: La CES vient de confirmer ses revendications dans une résolution qu'elle a adoptée le 20 octobre dernier lors de son Comité exécutif de Stockholm. Dans ce document, le mouvement syndical européen a réaffirmé qu'il se prononçait en faveur d'un accord international ambitieux et exhaustif, visant à limiter la hausse globale des températures à deux degrés maximum. Cet accord devrait respecter le scénario fixé par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui prévoit la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 25 à 40% d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 1990 dans les pays industrialisés. Lors de sa réunion du 21 octobre dernier, le Conseil des ministres de l'environnement de l'UE a repris la base de ces objectifs.



[Interview]

Joël Decaillon, secrétaire confédéral de la CES (suite)

La contribution de l'Europe au financement de la réduction mondiale du changement climatique demeure un autre élément clé du débat. Les réponses les plus difficiles à apporter concernent la contribution financière que l'Union européenne devra apporter pour résoudre le problème et donc les instruments financiers de solidarité. A cet égard, nous demandons la création à la fois d'un fonds international et d'un fonds

de dissémination des technologies vertes à l'échelle mondiale.

Nous avons besoin d'une politique industrielle bas carbone européenne, s'appuyant sur une stratégie de coordination industrielle communautaire permettant de dépasser les divisions intra-européennes et les effets pervers des exigences de rentabilité à court terme des investissements industriels. Pour atteindre ces objectifs,

vertes ». Nous avons ainsi besoin d'un renforcement des négociations, d'une coordination de ces négociations au niveau européen, permettant d'assurer l'anticipation des transitions socio-économiques, tout en renforçant le dialogue entre partenaires sociaux et les pouvoirs publics. Dans ce cadre, il est extrêmement important que l'Union européenne s'attaque aux défis posés par les restructurations industrielles auxquels sont confrontés les nouveaux États-membres. C'est pourquoi des instruments d'anticipation doivent être mis en place à partir d'études d'impact beaucoup plus approfondies en particulier en termes de conséquences sociales.

A cet égard, l'étude [« Les dérèglements climatiques, les nouvelles politiques industrielles et les sorties de crise »](#) que la CES a présentée à Londres le 5 octobre dernier, montre clairement qu'il est nécessaire de considérer l'emploi dans toutes ses dimensions. Il y a des opportunités de création d'emploi dans des secteurs comme ceux liés aux énergies renouvelables, mais aussi dans le domaine de l'efficacité énergétique, en particulier dans le secteur du bâtiment. Notre étude démontre que tous les secteurs et tous les emplois sont concernés par cette transformation. Pour toutes ces raisons, l'intégration de la dimension sociale doit être très forte dans les politiques européennes contribuant au développement des stratégies industrielles répondant aux exigences d'une économie bas carbone et aux aspirations sociales des travailleurs. Il faut faire en sorte que cette croissance verte de demain contribue au maintien et à la création d'emplois de qualité et au progrès social.

« Il faut faire en sorte que cette croissance verte de demain contribue au maintien et à la création d'emplois de qualité et au progrès social. »

européen pour le développement des technologies à faible émission de carbone, ainsi que de technologies basées sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans les pays en développement. De même, nous revendiquons la mise en place d'une politique de l'emploi basée sur la protection sociale, la promotion du travail décent et les services publics. Nous demandons également l'amélioration de la gouvernance européenne par la mise en œuvre de politiques communautaires renforcées en matière industrielle et de recherche. Dans ce contexte, l'Europe doit favoriser des initiatives globales coordonnées en matière de recherche et développement, de partage des connaissances scientifiques, de développement et

cette stratégie européenne bas carbone doit être basée sur une transition s'appuyant sur les principes de transition juste.

**4. Quels sont les principes de cette « transition juste » ?
L'« écologisation » de l'économie doit-elle être vue comme une opportunité ou une menace pour les travailleurs européens ?**

JD: Les principes de transition juste regroupent le dialogue entre gouvernement, industrie et syndicats et autres groupements d'intérêt sur le changement économique et industriel, des emplois verts et décents, des investissements dans les technologies à bas carbone ainsi que des nouvelles qualifications «



[Calendrier de l'Union européenne]

Octobre–Novembre 2009

30/09–01/10/2009	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
01/10/2009	Réunion de l'Eurogroupe (Göteborg)	Ordre du jour de la réunion
01–02/10/2009	Réunion informelle du Conseil ECOFIN (Göteborg)	Ordre du jour de la réunion
02/10/2009	Sommet UE–Brésil (Stockholm)	Ordre du jour du sommet
07–08/10/2009	Session mini-plénière du Parlement européen (Bruxelles)	
08–09/10/2009	Conseil Transports, télécommunications et énergie (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil
12/10/2009	Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil
14–16/10/2009	Réunion informelle du Conseil Compétitivité (Umeå)	Ordre du jour de la réunion
19–22/10/2009	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
19/10/2009	Réunion de l'Eurogroupe (Luxembourg)	Ordre du jour de la réunion
20/10/2009	Conseil ECOFIN (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil
21/10/2009	Conseil Environnement (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil
23/10/2009	Conseil Justice et affaires intérieures (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil
26–27/10/2009	Conseil Affaires générales et relations extérieures (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil
29/10/2009	Sommet social tripartite (Bruxelles)	
29–30/10/2009	Conseil européen (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
03/11/2009	Sommet UE–États–Unis (Washington DC)	Ordre du jour du sommet
04–05/11/2009	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
09/11/2009	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Ordre du jour de la réunion
10/11/2009	Conseil ECOFIN (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
11–12/11/2009	Session mini-plénière du Parlement européen (Bruxelles)	
16–17/11/2009	Conseil Affaires générales et relations extérieures (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
19/11/2009	Conseil ECOFIN (Budget) (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
23–26/11/2009	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
26–27/11/2009	Conseil éducation, jeunesse et culture (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
30/11–01/12/2009	Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
30/11–01/12/2009	Conseil Justice et affaires intérieures (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Sommet social tripartite: propositions de la CES pour sortir de la crise

29/10/2009 - Lors du [Sommet social tripartite](#) qui a précédé le Conseil européen, la CES a avancé ses propositions pour permettre à l'Europe de dépasser durablement la crise. Selon le mouvement syndical européen, l'Europe doit élaborer un **second plan de relance** afin de relever les défis auxquels elle est confrontée à court-terme, en **se concentrant sur un effort d'investissement**. Un **plan européen d'investissement**, la **protection de l'emploi**, une **contribution européenne accrue pour financer la lutte contre le changement climatique**, la **sauvegarde des systèmes de protection sociale** ainsi que la **règlementation des marchés financiers** sont parmi les propositions formulées par la CES lors du Sommet. Un effort commun doit également être effectué pour savoir **qui va payer la facture**. Une attention particulière a également été apportée au **chômage des jeunes**.



Source: Conseil de l'UE

[Communiqué de presse de la CES](#)
[Discours prononcé par John Monks lors du Sommet social tripartite](#)

Conseil européen: le changement climatique comme moteur de progrès social

29/10/2009 - Le financement des mesures climatiques dans la perspective du Sommet de Copenhague a été l'un des sujets principaux à l'agenda du Conseil européen des 29 et 30 octobre. Pour la CES, **le changement climatique peut et doit avoir l'ambition de devenir un moteur de croissance durable et de progrès social**. Dans un courrier adressé aux chefs d'État et de gouvernement, la CES a exposé ses propositions à cet égard, notamment **un accord contraignant visant à limiter la hausse globale des températures à 2 ° maximum**, une **contribution européenne accrue pour financer la réduction mondiale du changement climatique** et une **relance européenne ambitieuse** par le biais de politiques communautaires renforcées en matière industrielle et de recherche.

[Communiqué de presse de la CES](#)
[Lettre adressée aux Chefs d'Etat et de gouvernement](#)

Documents de la Commission européenne

Nous vous signalons la publication des documents suivants:

- [Processus d'élargissement de l'UE: une année de progrès dans les Balkans occidentaux et en Turquie](#) (14/10)
- [Premier rapport européen sur le développement](#) (22/10)
- [Enquête Eurobaromètre sur la pauvreté et l'exclusion sociale](#) (22/10)



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Vives critiques face à l'initiative de la Commission en matière de déréglementation

23/10/2009 – La CES a **vivement critiqué les [dernières propositions](#) de la Commission européenne en matière de déréglementation**. Le mouvement syndical européen s'oppose à l'extension du mandat de Edmund Stoiber en tant que Président du Groupe qui a formulé ces propositions. Selon John Monks « *Il est largement reconnu que le secteur financier doit être davantage réglementé afin d'éviter de futures crises similaires. La politique doit réaffirmer sa primauté sur les marchés. La Commission emprunte le mauvais chemin. En cette période de crise que nous vivons, nous avons besoin de réglementation et non pas de déréglementation* ».

[Communiqué de presse de la CES](#)

[Communiqué de presse de la Commission européenne](#)

Sommet de Copenhague: un accord réussi est aussi un accord social

21/10/2009 – Dans la perspective du prochain sommet de Copenhague sur le changement climatique et à l'occasion du Conseil Environnement, la CES a adopté une résolution sur « [Les dérèglements climatiques, les nouvelles politiques industrielles et les sorties de crise](#) ».

Pour le mouvement syndical européen, il est essentiel de mettre en œuvre une **politique industrielle européenne à bas carbone** basée sur une **dynamique de coordination** permettant de transcender les divisions intra-européennes et les effets pervers

des exigences de rentabilité de court terme des investissements industriels. Cette stratégie bas carbone de transition doit être basée sur des principes de **transition sociale juste** : dialogue entre gouvernement, industrie et syndicats, et autres intérêts sur le changement économique et industriel ; des emplois verts et décents ; des investissements dans les technologies à bas carbone ; nouvelles qualifications « vertes ».

[Communiqué de presse de la CES](#)

[Conclusions du Conseil Environnement](#)

L'Europe a besoin d'une stratégie de sortie du chômage

20/10/2009 – Le Conseil ECOFIN du 20 octobre a appelé à une consolidation substantielle des finances publiques, lorsque la relance sera revenue. Le mouvement syndical européen a critiqué ce message qui esquivait la vraie question, à savoir **comment assurer une forte relance et faire baisser le chômage**. En revanche, dans une [déclaration politique récemment adoptée par son Comité exécutif](#), la CES a proposé un **plan européen d'investissement de 1% du PIB**.

[Communiqué de presse de la CES](#)

[Conclusions du Conseil ECOFIN](#)

Équipe éditoriale

ÉDITEUR RESPONSABLE:

John Monks

RÉDACTRICE EN CHEF:

Patricia Grillo

RÉDACTEUR:

Daniele Melli

Faites connaître cette newsletter à vos contacts !